

Sylvie Goulard

Députée européenne ALDE

6 novembre 2013 – Lourdes

Assemblée plénière de la Conférence des évêques de France

Permettez-moi d'abord de vous **remercier** infiniment pour votre invitation ; Lourdes n'est pas la localité la plus proche de Bruxelles (ni de Strasbourg), ce n'est pas ma circonscription, mais je ne pouvais pas dire non.

Je ne pouvais pas dire non parce qu'**en ce moment de son histoire, plus que jamais, l'Europe unie a besoin de l'Eglise. Et l'Eglise a une responsabilité particulière vis-à-vis de l'Europe.**

Beaucoup d'encre a coulé ces dernières années sur l'absence d'une mention des « racines chrétiennes » dans les traités européens ; vous me permettrez pour ma part de me concentrer sur les actes, sur les faits, plutôt que sur des proclamations. C'est, me semble-t-il, ce qui compte le plus. Robert Schuman, quoique profondément croyant, n'a pas jugé utile d'inscrire une quelconque référence à la chrétienté dans les traités. Dans son recueil *Pour l'Europe*, il dit que « l'Europe, c'est la mise en œuvre d'une démocratie généralisée, dans le sens chrétien du mot » mais les traités s'astreignent à la neutralité. Et chacun, croyant ou non, de confession chrétienne ou pas, peut se reconnaître dans certains objectifs européens, certaines valeurs européennes.

Les actes sont explicites. La construction européenne m'a souvent fait penser à la prière de St François d'Assise.

« **Là où était la haine** » – portée à son paroxysme par deux guerres mondiales – **l'Union européenne « a mis l'amour »** ou, du moins, une coexistence pacifique entre les peuples ennemis, étayée par une solidarité financière et politique. Pour ma part, je n'hésite pas à parler d'amour (voir mon dernier ouvrage, *Europe, amour ou chambre à part ?*, Flammarion, Café Voltaire, 2013) ; d'autres réclament plus d'« affectio societatis » mais, dans le fond,

cela revient un peu au même. Les intérêts ne suffisent pas à fonder les engagements humains. Personne ne peut rêver d'une « union bancaire », si utile soit-il d'assurer la solidité de ce secteur.

Je conçois parfaitement que la paix ne puisse plus tenir lieu d'horizon à des jeunes générations qui la considèrent aussi naturelle que l'air qu'ils respirent.

Il n'en demeure pas moins que c'est une réalisation exceptionnelle. Nos sociétés privilégiées ne mesurent pas toujours le prix de la vie. Comme le rappelle le Psaume 48 (49), obsédés par leur argent, les riches finissent par oublier leur propre vulnérabilité...

Et puis, il y a la manière d'évoquer ces sujets. Mieux vaut par exemple s'appuyer sur les séries que les jeunes aiment tant, pour puiser des arguments qui les touchent : je pense par exemple à *Downton Abbey* qui a tant de succès, où les héros sont envoyés au front et en reviennent bien meurtris, quand ils en reviennent.

« **Là où était l'offense, elle a mis le pardon** ». C'est vrai pour l'Allemagne, réintégrée dans la coopération internationale quelques années seulement après la fin du régime nazi dont les « offenses » n'étaient pas mineures. C'est vrai pour les pays du Sud (Espagne, Grèce ou encore Portugal) sortis de la dictature. C'est vrai pour les anciens « ennemis » communistes : la fin de la guerre froide a été facilitée par l'existence de la CEE / l'UE, aux côtés de l'Alliance atlantique.

« **Là où était la discorde, elle a mis l'union** », dont le socle est la Charte des droits fondamentaux, complété par un marché unique et, malgré toutes ses vicissitudes, une monnaie unique. En raison du poids de l'histoire, et de l'échec de la Communauté de défense, on n'a pas mis en commun ce qui était le plus crucial mais le marché commun a permis d'amorcer le rapprochement. Et aucun des fondateurs n'était dupe : derrière l'économie, c'est bien de la politique qu'ils faisaient, subtilement, discrètement.

Il est important de mesurer ce chemin parcouru, non pas pour se satisfaire béatement de ce qui existe, sans esprit critique – car il y a des erreurs à corriger, des perfectionnements à opérer - mais **pour s'inscrire à la fois dans l'Histoire et dans l'espace.**

Même si la modernité a tendance à borner l'horizon humain, chaque individu appartient à une lignée (temps) et vit dans un univers donné (espace). Si l'on fait cet effort, alors le fait que l'Europe soit sans équivalent saute aux yeux :

- Des siècles durant, ce continent n'a connu que le rapport de forces (le centenaire de la guerre de 14 permettra de se remémorer par exemple les 715.000 morts tombés à Verdun entre le 21 février et le 19 décembre 1916).
- Une bonne partie du reste du monde aspire toujours à l'émergence d'un Etat de droit.

Or ce projet magnifique, unique, original est en péril pour de multiples raisons :

Le premier facteur est externe, c'est la mondialisation qui s'est épanouie en parallèle à la construction de l'Europe ; elle complique les choix politiques, aiguise la compétition et les peurs identitaires : certains ont peur de devoir renoncer aux « acquis sociaux » ; d'autres redoutent l'arrivée massive d'étrangers ; une crainte du déclassement de l'Europe, et plus largement de l'Occident, se fait sentir. Elle n'est pas infondée.

Mais, face à ces inquiétudes, une question s'impose : la situation antérieure était-elle juste ? Peut-on vouloir défendre ses « acquis », parfois son superflu, quand un milliard d'être humains n'a pas l'eau courante, pas de soins de base, pas de... lunettes ? De quel droit devrions-nous éternellement décider pour des peuples asservis ?

C'est pourquoi il ne faut pas se raconter des histoires sur une possible « démondialisation » ; nous avons en face de nous des peuples jeunes, longtemps frustrés d'être colonisés ou réduits au silence, qui saisissent – bien ou mal, c'est une autre histoire - leurs chances d'épanouissement. Les hommes politiques qui prônent la démondialisation font miroiter des solutions qui n'en sont pas ; il suffit de discuter avec des étrangers, issus par exemple de pays émergents comme cela m'est arrivé souvent pendant la crise de la zone euro, pour se persuader que rien n'arrêtera l'évolution en cours. Curieusement, même si ces peurs existent un peu partout en Europe, aux Etats-Unis, c'est en France qu'elles sont les plus aiguës. Soyons honnêtes avec les populations : nous devons accompagner, encadrer la

mondialisation, lutter contre ses excès (et il y en a !) mais nous ne pourrions pas la stopper. Telle est la position de la plupart de nos partenaires européens.

Le deuxième facteur est à la fois externe et interne ; c'est la crise financière de 2008 / 2009, venue des Etats-Unis mais qui a fait apparaître des failles dans la gouvernance de l'euro : failles des institutions européennes, la construction étant imparfaite, c'est vrai, avec un pilier monétaire fédéral et un pilier économique et social encore national ; failles, plus souvent encore, des politiques nationales de certains Etats membres de la zone euro (surendettement public en Grèce, France, Italie ; surendettement privé en Espagne et Irlande ; absence de réformes de l'éducation, de la formation, investissements insuffisants) ; d'où du chômage de masse, dans certains pays (plus de 50 % des jeunes en Espagne ou dans l'Italie du Sud, 23 % en France !). Après des années de légèreté de certains gouvernements, les mesures de rattrapage imposées par l'Union européenne deviennent autant de facteurs de rejet de « l'Europe », bouc émissaire commode ; la souffrance d'une partie des populations est indéniable mais ce n'est pas « l'Europe » qui en est la seule cause.

Les marchés se sont calmés (provisoirement ?) mais **le statu quo est intenable**. Nous avons pris en urgence des mesures destinées à rétablir la confiance mutuelle, fort entamée, et à éviter l'éclatement de la zone euro. J'ai moi-même été rapporteur des textes dits « 6 pack », « 2 pack » qui ont réformé la gouvernance de l'euro, accru la discipline, durci les sanctions. Je les assume. Mais le système mis en place est à la fois très intrusif (avec un contrôle ex ante des budgets nationaux par la Commission par exemple) et peu équilibré (les politiques éducatives, de croissance, d'investissement ne tiennent pas la même place que les engagements de discipline budgétaire). Le manque de démocratie, de transparence, l'absence d'institutions où chacun est égal en dignité, risquent de rendre cette gestion de l'euro, si elle devait durer dans cette forme, insupportable. L'intégration européenne serait alors transformée en machine à produire de la discorde.

Ajoutons que les formes modernes de communication, instantanées, notamment via les réseaux sociaux, twitter etc, rendent l'information émotionnelle, immédiate, peu réfléchie. Nous vivons, comme le disent souvent les journalistes ouvertement, à l'ère du « ressenti » qui marque le recul de la raison, pour ne pas dire de la maîtrise de soi. Cela facilite le rejet sur l'Europe de tous nos maux, sans discernement.

Face à ces défis majeurs, inédits, le niveau national semble figé dans des postures.

Selon la constitution française, le Chef de l'Etat de la Vème République est « le garant de l'indépendance nationale » ; qu'est-ce que cela signifie en 2013, dans un monde d'interdépendances, alors que nous partageons notre monnaie avec 16 partenaires? En quoi le Parlement national a-t-il effectivement défendu l'intérêt national (et la crédibilité internationale de la France) quand depuis 20 ans, il a voté chaque année des budgets en déficits, accumulé des montagnes de dettes et repoussé des réformes incontournables ?

Le décalage est insupportable entre les grands discours (l'euro comme « communauté de destin ») et la réalité (peu encouragés à être mobiles, à apprendre les langues et à se connaître, les Européens restent encore trop souvent des étrangers les uns aux autres) ; la méconnaissance de l'Allemagne en France est abyssale (et réciproquement) en dépit des grandes commémorations ; l'arrivée de nouveaux Etats membres a été présentée aux populations comme un « élargissement », terme peu élégant et très abstrait. Personne n'a eu ne serait-ce que l'idée d'enseigner largement le polonais dans les lycées français par exemple !

Depuis quand nos gouvernants n'ont-ils pas proposé une initiative européenne ? Politique étrangère, défense, culture, des pans entiers de l'action publique sont au point mort. Le souffle manque.

Et de ce qui est fait, on parle peu ou mal. Les médias évoquent ce que fait l'Europe de manière caricaturale, épisodique et, en général, à travers des lunettes nationales ; les Etats sont opposés les uns aux autres dans les corridas du Conseil européen où chaque chef d'Etat ou de gouvernement doit « gagner »...Mais gagner contre qui ? Contre ceux qui, en réalité, sont et devraient être considérés comme les membres de notre propre équipe.

Les conséquences pourraient bien être redoutables : le risque de voir le scrutin européen de juin prochain se transformer en défoulement collectif est avéré (sondages à ce jour : Marine Le Pen en tête à 24 % ; est-ce ce que nous voulons pour notre pays?).

Une tendance fâcheuse à la « consommation » d'Europe se développe : si elle n'est pas comme je veux, alors je la jette. Au lieu de chercher des corrections (nécessaires), on met

carrément l'euro à la poubelle, on propose de refermer les frontières... sans aucunement se préoccuper des conséquences négatives que ces décisions à l'emporte-pièce auraient sur nos entreprises, nos emplois, notre liberté ! Je n'ai pas le temps de développer ici mais on peut démontrer calmement ce genre de propositions ; montrer le chaos qu'entraînerait la sortie de l'euro, rappeler que la fermeture des frontières aux produits étrangers vaudrait des représailles sur les produits français etc.

Dans quasiment tous les pays d'Europe, on observe une tentation de repli, une obsession identitaire, un sursaut national voire xénophobe ; naturellement, cette attitude n'est pas spécifique – loin de là – aux milieux catholiques ; sur l'immigration ou sur la question des « roms » par exemple, encore hier, par la bouche de Mgr Pontier ici même, les Eglises catholiques, ou protestantes, ont pris des positions courageuses (à contre-courant).

Mais cette tentation n'épargne personne. Heureusement, dans ce contexte morose, il y a le nouveau Pape dont les prises de position, à Lampedusa en juillet par exemple, ou sur les pauvres, interpellent toutes les consciences, qu'on soit croyant ou non ; un pape qui n'est pas Européen mais qui, vu ses origines (sud américaines, d'ascendance italienne, avec des parents migrants), comprend à la fois l'Europe et la remet en perspective ; un pape qui n'a peur de rien et surtout pas de la vie.

L'Eglise a des atouts formidables dans 3 domaines :

- 1) elle peut porter le message de **l'universalité (ecclesia) contre les nationalismes** ; elle est, par essence, l'ouverture contre le repli ;
- 2) elle peut **porter la voix des pauvres** ;
- 3) elle a traversé 20 siècles grâce à son organisation et à son socle de valeurs, **elle peut donc aider à faire communauté**, y compris en utilisant certains nouveaux instruments prévus par le traité de Lisbonne.

Et pour conclure, elle pourrait même apporter un peu de l'impertinence évangélique dans une UE et sur un continent qui finissent par devenir mortellement ennuyeux !

*

1. L'universel contre le nationalisme / l'ouverture au monde contre le repli

Deux dimensions : européenne et au-delà

Contre le nationalisme en Europe

L'Eglise est universelle, elle ne connaît pas les frontières, elle ne connaît pas les races, ni les Nations ...

L'un des textes les plus révolutionnaires des Ecritures est l'épître aux Galates de St Paul (3.26 / 29) « **Il n'y a plus ni Juif ni Grec, il n'y a plus ni esclave ni libre, il n'y a plus ni homme ni femme ; car tous vous êtes un en Jésus Christ.** »

Ni juif, ni grec, ni esclave, ni homme libre, oui.

Ni homme ni femme... Si je puis me permettre, il y a quelques progrès à faire pour y parvenir tout à fait, quand je vois cette assemblée.

Mais revenons à l'essentiel : avec le Christ, les barrières ethniques et confessionnelles, les conventions de son temps, les préjugés ont volé en éclats. Dans l'Evangile, Jésus s'adresse à tous : le centurion c'est-à-dire l'occupant romain, honni, le collecteur d'impôts, qui ne l'est pas moins, la Samaritaine etc. Pire, c'est le Samaritain qui est bon...Quelle salutare impertinence !

L'Eglise n'a aucune raison d'entrer dans les jeux nationaux où certains cherchent à dresser les Allemands contre les Grecs, les Portugais contre les Finlandais etc ; elle peut être au contraire le pont entre le « Nord » et le « Sud », les plus riches et les plus pauvres, entre les frères en humanité. Elle peut rappeler que chacun vaut par son action, pas par son passeport.

Il serait particulièrement urgent de retrouver cette ardeur à abolir les barrières qui animaient des grands chrétiens comme Alcide de Gasperi, Robert Schuman, Adenauer, hommes de frontières, à l'aise dans plusieurs langues comme Monnet d'ailleurs.

Schuman insiste à plusieurs reprises sur son respect des Nations, son patriotisme mais aussi sur la nécessité de « dévaluer » les frontières. Lors d'un brainstorming sur l'Europe avec le

Cardinal Marx, à Munich, la semaine dernière, auquel j'ai eu la chance de participer, le danger de la tentation nationale, dans toute l'Europe, a été longuement évoqué.

La souveraineté est souvent présentée sous un jour radieux, une défense légitime, un bouclier de la Nation ; trop rarement, elle est évoquée en tenant compte objectivement des pouvoirs d'ores et déjà perdus (par exemple le fait que l'autorité publique sur un territoire donné soit relativisée par les nouvelles technologies de l'information). Et la défense du veto oblige à subir le veto des autres : au Conseil de sécurité de l'ONU, impuissant en Syrie, comme au Conseil européen en matière de fiscalité, c'est chacun pour soi, pour le plus grand bénéfice des criminels ou des fraudeurs.

Contre les replis européens / ouverture au reste du monde

L'Eglise peut être le rempart contre « la mondialisation de l'indifférence » comme a si bien dit le Pape à Lampedusa.

Les Européens devraient comprendre que l'UE peut être un échelon « régional » d'une mondialisation permettant le dialogue entre continents. Elle peut l'être à condition de se constituer comme une puissance nouvelle, non agressive, constructive. Cela requiert de travailler plus activement que cela n'a été fait jusqu'à présent, et avec moins d'arrière-pensées, à une diplomatie commune, une politique de voisinage exigeante, une politique de coopération adaptée au 21^{ème} siècle.

Ce n'est certes pas facile. Personne n'a « la » recette, et je ne prétends certainement pas la détenir, mais la direction doit être inlassablement rappelée.

Mettre plus d'équité dans les rapports avec les pays émergents ; faire honte à ceux qui, chez nous, veulent toujours et avant tout se protéger : se protéger contre qui ? Contre des criminels, assurément mais aussi contre de pauvres migrants qui fuient la guerre ou la faim ? Les travailleurs honnêtes des autres parties du monde qui espèrent, à la force de leurs bras, faire sortir leur famille de la misère ? De tous les débats odieux des dernières années, l'un des plus choquants a été celui qui, en 2005, a diabolisé le « plombier polonais ».

Dans les bateaux qui chavirent, il y a des talents, des imaginations, des richesses humaines. A quoi sert-il de se lamenter sur les exodes du 20^{ème} siècle si nous ne voyons pas le gâchis de

notre temps ? La France est un pays que ses enfants d'origine étrangère ont enrichi. L'un des noyés du canal de Sicile était peut-être un Alfred Grosser ou un Robert Badinter en puissance.

Sortir des logiques de défense, des attitudes de repli pour faire sa place aux autres ; développer des modes de production plus sobres, équitables, un autre commerce, les chantiers ne manquent pas, certains sont ouverts, avec de nombreuses ONG, communautés ; d'autres tardent à se concrétiser.

Dans tous ces domaines, comme dans la défense de la création, de la nature, l'Eglise peut jouer, plus encore qu'elle ne fait, un rôle d'aiguillon.

2. Etre la voix des pauvres

En quelques mois, le Pape François a remis le combat pour les pauvres au cœur des objectifs de l'Eglise ce dont, comme Présidente de l'Intergroupe de lutte contre l'extrême pauvreté du Parlement européen, je me réjouis tout particulièrement.

Le cap est tracé et il est juste car toutes les études démontrent qu'il y a un phénomène mondial de montée des inégalités (pour plus de détails que je ne peux pas développer ici, voir le livre que Mario Monti et moi-même avons rédigé, *De la démocratie en Europe, voir plus loin*, Flammarion, 2012, - chapitre 3 La démocratie pour le peuple).

L'Europe reste plus préservée que d'autres zones du monde mais elle n'est pas épargnée ; la rémunération de quelques uns devient scandaleuse ; aucun patron (stressé peut-être mais qui vit fort agréablement) ne peut considérer que son travail vaut des centaines de fois plus que celui d'un salarié non qualifié (qui, en général, fait en plus des tâches ingrates).

Cette montée des inégalités est hélas, il faut l'admettre, une sorte de violation des promesses de l'Europe ; en vertu du traité de Rome, celle-ci devait avoir comme objectif principal « l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi » des peuples européens.

Je sais combien les associations comme le Secours Catholique par exemple se battent sur le terrain, dans des conditions difficiles, combien certaines paroisses, certains évêques – nous

en parlions au Mans récemment avec Monseigneur Le Saux - font tout ce qu'ils peuvent pour que la société conserve une certaine cohésion.

Il serait toutefois beau de mettre plus de gens dans la rue contre la pauvreté. Pour plaider la cause des enfants qui n'ont pas toujours un père et une mère pour les aider à grandir. La pauvreté des mères célibataires, réduites à des boulots précaires, seules pour faire face aux manques matériels et moraux, n'émeut, à mon sens, pas assez de monde.

Que fait l'Europe pour les pauvres ?

- La Commission et les Etats, avec l'appui du PE, ont fait entrer la lutte contre la pauvreté dans la stratégie dite 2020 de l'UE. C'est désormais l'une des 5 priorités de l'UE pour la décennie. Naturellement, cela ne donne pas de pain aux personnes démunies mais c'est déjà un changement : leur existence est reconnue ! Au PE, avec l'Intergroupe et grâce à ATD Quart Monde, nous avons fait se rencontrer des décideurs (par exemple Benoit Cœuré membre du directoire de la BCE) et des personnes démunies. C'est une goutte d'eau dans la mer mais il faut avoir entendu de vive voix la détresse de ceux qui n'ont pas de travail, pas de toit et finissent par se voir retirer, pour ce motif, leurs enfants. Mettre en présence les gens, casser les barrières, c'est aider à mettre des visages sur des problèmes abstraits.

Nous avons énormément travaillé, avec Michel Barnier, commissaire en charge du secteur, à encadrer les activités financières ; il ne faut pas diaboliser la finance, comme certains l'ont fait, car l'économie a besoin de financement mais en revanche, il convient de lutter contre les abus : ce sont les députés européens qui, pour la première fois, ont encadré les bonus des banquiers ! La fureur de la City de Londres et de certains établissements était grande ; les autorités britanniques ont même fait un recours devant la Cour de Justice mais je note que l'archevêque de Canterbury le Rev Justin Welby (qui a d'ailleurs une expérience du business international) et l'Eglise anglicane ont fait entendre leur voix, à l'appui de nos demandes de modération.

- Nous avons maintenu le Programme d'aide alimentaire aux plus démunis ; je suis heureuse d'avoir contribué à cette bataille mais dois dire que je ne partage pas certains reproches d'égoïsme contre les pays qui ne voulaient plus le financer. Ce

n'est jamais qu'un palliatif ; **les personnes démunies elles mêmes ne demandent pas la charité, elles demandent des emplois décents, des logements abordables.** C'est pourquoi nous avons organisé des rencontres pour comprendre la position des pays qui ne veulent pas d'action en faveur des pauvres au niveau européen ; leurs arguments sont respectables : la subsidiarité qui renvoie au niveau local l'aide sociale de proximité, la responsabilité nationale pour la compétitivité et l'emploi. Tel est le cadre de l'économie sociale de marché.

- Un dernier mot sur les Roms : le plus choquant, dans les polémiques qui se rallument à intervalles réguliers, c'est que personne ne dit que l'UE a invité les Etats, depuis des années déjà, à concevoir (à froid) et mettre en œuvre des programmes notamment en matière d'éducation, de logement, de santé, à préparer des lieux d'accueil, à s'inspirer des bonnes pratiques (la mise en place de médiateurs roms par exemple entre des populations et les pouvoirs publics). Des crédits sont disponibles, pour les pays de départ comme pour les pays de destination. Mais ils sont sous-utilisés. Et Si ceux qui peuvent avoir parfois des comportements répréhensibles, méritant sanction, d'autres sont les victimes de discriminations séculaires, cantonnées dans une situation de précarité (illettrisme, archaïsmes) qui ne fera que perpétuer les problèmes.

L'Europe est accusée, à cause de la libre circulation, parfois à tort, à cause des accords de Schengen (même quand les pays évoqués comme la Roumanie et la Bulgarie, n'en font pas partie !) ; les gouvernements et certains pouvoirs locaux oublient de dire qu'ils ne font pas ce que l'Europe leur propose de faire, qu'ils nient le problème en espérant qu'il se règle tout seul.

Donc nous devons continuer, dans des mouvements politiques, des associations, dans les Eglises, à dénoncer la pauvreté, en Europe et hors d'Europe, qui est une atteinte aux droits fondamentaux comme disait le Père Wresinski, ou comme l'ont dit des pauvres du monde entier réunis à l'UNESCO, une forme de violence.

Nous devrions surtout faire passer le message, comme le fait si bien Gesine Schwan, Présidente de la School of governance de Berlin, que c'est dans le partage que les Européens retrouveraient le sens de la joie, au lieu de devenir aigres et anxieux pour leurs richesses.

Là encore, je le répète, l'Eglise peut aider car le pouvoir politique et les institutions, les fonctionnaires, si diligents soient-ils, ne peuvent pas tout faire ; il y a un besoin irremplaçable d'engagement, fondé sur des impératifs moraux, de chaleur humaine.

Quand j'évoque l'Eglise catholique, c'est bien entendu aux côtés d'autres confessions ; je pense par exemple à l'importance de la charité dans l'islam sur laquelle nous pourrions travailler à un dialogue avec les musulmans.

Nous devons nous mobiliser chez nous, pour « nos pauvres », si j'ose dire, et ils sont nombreux (environ 80 millions dans l'UE, y compris les travailleurs pauvres de la riche Allemagne - 1 enfant sur 6). Mais nous devons aussi jeter des ponts avec la rive sud de la Méditerranée. Les flux migratoires, les trafics humains ne seront jamais endigués si les peuples du sud ne trouvent pas chez eux les conditions de leur développement ; c'est enfoncer une porte ouverte (ou plutôt bien fermée...) mais il faut le répéter inlassablement à ceux qui prônent des approches qui sont uniquement policières.

3. L'Eglise peut enfin aider à « faire communauté »

Défense des institutions

Il existe en effet une illusion assez répandue en ce moment qui consiste à penser qu'on pourrait avoir des politiques sans institutions, une UE efficace et crédible sans échelon supranational, sans cette « commission bureaucratique qui nous casse les pieds ».

Mais alors nous n'aurions plus d'arbitre ni de lieu de décantation de l'intérêt général et, sans la Cour de Justice, plus de juge supérieur capable de départager les Etats. Les plus puissants imposeraient leurs vues aux plus faibles ; après mes années d'expérience au Ministère des affaires étrangères français, à la Commission et aujourd'hui au Parlement Européen, je ne crois pas à l'Europe intergouvernementale, celle de la juxtaposition, de la « chambre à

part ». L'Europe des patries, disait François Furet, est une « idée sans substance destinée à éviter que la question soit posée ». Les patries livrées à elles-mêmes finissent par rivaliser et se détruire comme elles l'ont fait si longtemps. Comme elles le font si souvent dans le monde encore aujourd'hui.

L'Eglise, au fil des siècles, a créé des institutions durables, des monastères, inventé des « modes de vie ensemble ».

Elle peut faire valoir qu'il ne sert à rien de se lamenter sur la montée de l'individualisme si l'on n'est pas prêt aussi à affronter les contraintes de la vie en Communauté, du travail d'équipe.

Elle peut défendre le besoin d'institutions durables, au motif que sans institutions, les œuvres humaines périssent.

Nous avons aussi besoin de débat public, de lieu où les décideurs rendent des comptes, de participation, de respect des destinataires des politiques ; avec les démunis d'ATD Quart monde, j'ai appris combien était juste l'intuition du Père Wresinski, confirmée par les travaux d'Esther Duflo au MIT : les politiques de lutte contre la pauvreté conçues **avec les pauvres** donnent de bien meilleurs résultats.

Un instrument concret : l'initiative citoyenne

Ensuite, de manière très concrète, l'Eglise pourrait utiliser une nouvelle disposition du traité de Lisbonne (article 11), l'initiative citoyenne.

Si un million de citoyens répartis dans un nombre significatif de pays, demande à la Commission d'agir, celle-ci doit examiner leur demande. Qui, à part les Eglises, à part les syndicats peut-être, peut mobiliser un million de personnes rapidement ?

Sur la pauvreté, sur la lutte contre les inégalités dans la gouvernance de l'euro, sur les migrants, sur les roms, l'Eglise pourrait faire passer aux pouvoirs publics des messages précis, européens et, grâce au travail d'accompagnement et de discussion qu'elle pourrait mener, plus responsables que les bouffées de colère qu'on ressent partout en ce moment.

L'Eglise n'a bien évidemment pas vocation à se substituer aux pouvoirs publics mais elle peut être, là encore, un aiguillon, une vigie, un lieu où canaliser les frustrations tout en obligeant ceux qui les expriment à travailler avec d'autres ; car, je le répète, il est trop facile d'esquisser seul dans son coin l'Europe de ses désirs, de son « ressenti ». Il est plus difficile de se confronter aux désirs ou aux répugnances des autres et de faire des propositions raisonnables.

Conclusion

Notre réflexion sur l'Europe est insuffisante, balbutiante. Elle n'est pas à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui. Comme si nous avions du mal à porter sur nos épaules un projet qui nous dépasse.

Pendant longtemps, les Français ont par exemple rêvé d'une « Europe puissance ». Quelles références pour une puissance européenne ?

Dans un livre qui m'a beaucoup frappée¹, l'ancien Président allemand Richard von Weizsäcker s'interrogeait en ces termes : « Liebe – Maßstab politischer Ordnung ? » L'amour chrétien, l'amour du prochain peut-il être la mesure de l'ordre politique ? N'est-ce pas une contradiction en soi, le pouvoir étant d'essence autoritaire voire égoïste ?

L'Évangile nous oblige à réfléchir : peut-on, dans la sphère temporelle, fonder l'autorité du chef sur le lavement de pieds, le service de l'autre comme l'a fait le Christ ? Une puissance faite de retenue a-t-elle du sens ? L'Europe veut-elle être au service du monde ou être un acteur de plus dans un jeu des Etats qui consiste à dominer et tirer profit des situations voire s'emparer des richesses à son seul profit ?

Inventer une nouvelle souveraineté dans un monde d'Etats plus portés à la prédation qu'au partage n'est pas une mince affaire ; les idéalistes pourraient se faire dévorer par les hyènes... Mais le réalisme n'est pas toujours là où l'on pense. Et c'est le soi disant irréalisme des fondateurs qui a donné à l'Europe soixante ans de paix et de prospérité.

¹ [Richard von Weizsäcker](#), *Die deutsche Geschichte geht weiter*, Siedler Verlag, 1986.

C'est pourquoi j'ai tendance à penser que l'Europe a quelque chose à offrir : ses valeurs, au premier chef le respect de la dignité humaine ; ses institutions qui, quoique bancales, ont fait leurs preuves, quitte à les perfectionner ; son savoir-faire.

Bien sûr, elle a encore des progrès en humanité à faire (pauvreté, prisons par exemple) et nous ne devons pas nous considérer comme meilleurs que les autres ; mais nous pouvons au contraire nous souvenir que nous vivons sur le continent où – comme le montrent la boucherie de la guerre de 14-18 puis la shoah, après des siècles de guerres de religion, d'Inquisition, d'actes d'intolérance et de massacres divers) – nous avons été pires.